

IL Y A 74 ANS LE GHETTO DE VARSOVIE SE SOULEVAIT



Lire p.8 l'article

DROITE EXTRÊME ET EXTRÊME DROITE : UN JEU DE CACHE-CACHE

Au lendemain des élections législatives aux Pays-Bas, le 16 mars, les élites européennes ont poussé un « ouf » de soulagement : « *Après le Brexit et après les élections aux États-Unis, les Pays-Bas ont dit stop au populisme de mauvais aloi* », affirma M. Rutte, le chef du Parti populaire libéral et démocrate (VVD). Sa formation venait de perdre huit sièges, passant de 41 à 33, quand le Parti pour la liberté (PVV) de Geert Wilders en gagnait 5 et devenait avec ses 13,1 %, la deuxième force du Parlement néerlandais. Geert Wilders avait fait campagne contre l'Union européenne, les réfugiés et l'Islam. Pendant des semaines, on prédisait sa victoire. Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, salua « *un vote pour l'Europe, contre les extrémistes* » ; le président français « *une nette victoire contre l'extrémisme* ».



Suite en p.4 l'article de
BERNARD FREDERICK

Entretien cordial entre deux ex du lycée Saint-Pie X à Saint-Cloud,
Marion Maréchal Le Pen et Madeleine Bazin de Jessey, de *Sens commun*, fer de lance de la campagne de F. Fillon

BERNARD FREDERICK

ESCROQUERIE (S)

Editorial

A quelques jours du premier tour de l'élection présidentielle, un sentiment s'impose : la campagne électorale 2017 relève d'une escroquerie. Et celle-ci en cache plusieurs.

Confisqué au profit des Affaires, savamment manipulées, le débat politique a été pratiquement gommé ; les grands problèmes – chômage, précarité, pouvoir d'achat et salaires, école et santé, sécurité internationale, environnement etc. – n'ont été qu'effleurés.

Les Affaires, il convient tout de même d'en parler. Pas pour faire du spectacle et de l'audimat mais pour les replacer au cœur de la problématique politique : la crise totale dans laquelle s'enfonce le pays. Car toutes les Affaires ont un lien qui se résume à un mot : l'Argent.

L'argent public pour François Fillon dont il semble – respectons la présomption d'innocence – qu'il aurait tendance à le confondre

avec le sien. Et voilà pour la première fois dans l'histoire de la Ve République qu'un candidat à la magistrature suprême est mis en examen avant même que ne débute la campagne électorale officielle. En France ! L'argent de la Banque pour Emmanuel Macron, là où il s'est fait et là où il souhaite nous emmener. Il paraît qu'il est le candidat de la rupture ; qu'il n'est ni de droite ni de gauche ; qu'il va faire la « Révolution » – c'est le titre de son livre ! Monsieur attrape-tout de Robert Hue – pathétique ! – à Alain Madelin, l'ancien co-fondateur d'Occident, une bande de nervis fascistes. Alors oui, c'est certain, Macron n'est pas de gauche et ceux qui en sont et qui le rejoignent sont définitivement ailleurs.

Macron est un escroc idéologique. Fillon l'est tout court.

Et Marine Le Pen ne l'est pas moins. Non seulement parce que, comme l'ancien Premier ministre de Sarkozy – lui aussi peu

délicat avec l'argent public – elle sait apparemment se servir mais parce que tout son discours relève de l'escroquerie. Quand tous ses amis ont, en Europe, participé allégrement à l'étranglement de la Grèce, elle voudrait nous faire croire qu'elle combat les oligarchies et veut aider les petites gens.

Il eut fallu, face à ces escroqueries, qu'une gauche résolue et consciente de servir et la France, et son peuple, et l'Histoire, sache retrouver le sens du commun plutôt que de cultiver les ambitions personnelles et sonner l'heure d'un nouveau Front populaire.

Hélas, cela n'a pas été le cas. Alors, que faudra-t-il dire au soir des comptes, dans une poignée de jours ?

« *Di welt iz keyn kretshme, keyn berze, keyn hefker* » - le monde n'est pas une auberge, une bourse, une jungle – écrivait notre grand Itzhak-Leibush Peretz. « *O meyn nisht les din weles dayan !* » - Ne crois pas qu'il n'est Juge ni Jugement ! ■ 3 avril 2017

DROITE EXTRÊME ET EXTRÊME DROITE : UN JEU DE CACHE-CACHE

par **BERNARD FREDERICK**

(suite de la p. 1)

Cinq jours plus tard, le 20 mars, le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, le bourreau de la Grèce d'Alexis Tsipras, dans un entretien accordé au quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, accusa les pays du sud de l'Europe de dépenser leur argent pour « *le schnaps et les femmes* ». Son Parti du travail (PVDA, social-démocrate), membre de la coalition gouvernementale de M. Rutte, venait de s'effondrer dans les urnes, ne conservant que 9 sièges sur les 38 conquis en 2012.

Ainsi, M Dijsselbloem donnait la clé du résultat du scrutin : d'une part, il indiquait que la coalition sortante était allée pêcher des voix sur les terres nauséabondes de l'extrême droite de Wilders, d'autre part, la débâcle de la social-démocratie prouvait que les Néerlandais condamnaient les politiques d'austérité. C'est tout le jeu trouble qui empoisonne l'Europe : flirt entre extrême droite et droite extrême ; politiques douces aux oligarchies et dure aux peuples. La France n'y échappe pas.

Le *Front national* (FN), en France ; Le *Jobbik* de Gabor Vona, en Hongrie ; La *Ligue du Nord* de Matteo Salvini, en Italie ; Le *Parti de la liberté d'Autriche* (FPÖ) de Norbert Hofer, fondé en 1956 par d'anciens nazis ; Le *Vlaams Belang* (VB, Intérêt flamand) et la *Nouvelle alliance flamande* (N-VA), en Belgique ; *L'Alternative pour l'Allemagne* (AfD), de Frauke Petry ; *Les Démocrates de Suède* (SD) de Jimmie Åkesson ; *Le Parti pour l'indépendance* du Royaume-Uni (Ukip), de Paul Nuttall, successeur de Nigel Farage, tous plus ou moins alliés et tous adaptant leur ligne aux réalités contradictoires de leur pays, prolifèrent sur fond de crise sociale et politique et sur les peurs de « l'étranger » - de préférence musulman, mais aussi juif, parfois. Tous tirent leur profit des politiques libérales inspirées ou carrément dictées par Bruxelles et des glissements des droites – et pas seulement d'elles (Valls et le burkini !) - vers la fange fascisante.

Il n'est donc pas étonnant qu'il existe entre cette extrême droite et des droites de plus en plus proches d'elle idéologiquement et politiquement, des passerelles sinon de grands ponts.

Parlons de la France.

Il y a un lien fort, indissoluble, entre les politiques menées depuis des décennies par la droite comme par ce qu'il est convenu d'appeler la gauche et la progression de l'extrême droite, la banalisation de ses idées par leur emprunt dans le discours dominant et l'abandon d'une dénonciation « de classe » de la démagogie frontiste par la gauche de la

gauche au seul spectre de la peur et de comparaisons inefficaces entre fascisme d'hier et d'aujourd'hui. Car se servir du FN quasi uniquement comme repoussoir empêche de saisir la nature nouvelle du parti frontiste, sa sociologie et ses logiques politiques, dans le contexte de bouleversements sociologiques et culturels qui amplifient les sentiments de déclassement, de perte d'identité, d'isolement.



La campagne contre le « mariage pour tous » a été, pour la droite et l'extrême droite, l'occasion, à travers les courants catholiques conservateurs, de jeter entre elles de réelles passerelles. Les réseaux de *La Manif pour tous*, qui soutiennent aujourd'hui François Fillon, sont des lieux de rencontre sinon de partage et, qui sait, demain de synthèse...

Le 5 octobre 2016, dans la salle Turenne de l'Hôtel des Invalides, où l'hebdomadaire *Valeurs actuelles* fêtait ses 50 ans, on pouvait croiser sous le portrait de Louis XIV, Éric Zemmour, Patrick Buisson et Philippe de Villiers, en grande conversation ; plus loin Jean-François Copé côtoyait Philippe Martel, ancien conseiller de Marine Le Pen en grande discussion avec Pierre Lellouche des Républicains ; plusieurs lieutenants sarkozystes, Éric Ciotti et Guillaume Larrivé... et Marine Le Pen !

Le patron de l'hebdomadaire et ancien collaborateur du *Figaro*, Yves de Kerdrel, condamné par la 17e chambre du TGI de Paris à 2 000 € d'amendes pour provocation à la haine raciale, à la suite d'une plainte de plusieurs associations, dont l'*Union des Étudiants Juifs de France* (UEJF), a réalisé un « partenariat » avec le site d'actualité d'extrême droite *Boulevard Voltaire* dans le cadre du « *Rendez-vous de Béziers* », une initiative de son maire, un certain Robert Ménard, où se rencontrent Charles Beigbeder, un ancien de l'UMP, patron d'entreprises ; Jean-Frédéric Poisson et Xavier Lemoine ; Karim Ouchikh, président du SIEL (*Souveraineté, Identité Et Libertés*) et administrateur du *Rassemblement Bleu Marine* ; Marion Maréchal-Le Pen ou encore Louis Aliot.

Poisson et Lemoine sont des responsables du *Parti Chrétien Démocrate* (Christine Bourquin). On les retrouve

dans différents cercles – « *Phenix* », « *Avant-garde* » ou SIEL ou *Sens commun* – dont ceux qu'ont fondé ensemble Beigbeder ; l'ancien ministre de la Défense, Charles Million, qui s'était fait élire avec les voix frontistes à la tête de la région Rhône-Alpes en 1998 ; Julie Graziani, la responsable de la *Marche pour la vie*, secte anti-IVG et Anne Lorne, activiste de la *Manif pour tous*, secrétaire nationale des Républicains pour « la petite enfance » (sic), candidate du parti de Fillon aux législatives 2017 dans le Rhône et membre de *Sens commun*, fraction issue de la *Manif pour tous* chez les Républicains, fer de lance de la campagne de Fillon pour la présidentielle.

Anne Lorne n'est pas la seule aux Républicains à se prêter au jeu de cache-cache entre droite et extrême droite. Madeleine Bazin de Jessey est secrétaire nationale à l'enseignement supérieur et membre du bureau politique des Républicains ; le 4 juin 2016, elle participait à un entretien croisé avec Marion Maréchal dans l'hebdomadaire *Famille Chrétienne*. Il faut dire que les deux femmes sont de vieilles connaissances : elles ont fréquenté les mêmes bancs du lycée catholique hors contrat Saint-Pie X à Saint-Cloud. Madeleine de Jessey est elle aussi une des animatrices de *Sens Commun*. Elle est chargée de la « France périphérique » dans l'équipe de campagne de Fillon.



Charles Million et Charles Beigbeder au meeting de François Fillon le 4 mars à Aubervilliers

Un mot encore d'une autre « plateforme » concoctée par le couple Million-Begbeider que l'on voit tous deux dans les meetings de François Fillon : le *Cercle Charles Péguy* fondé en 1963 à Lyon par le biologiste Michel Delsol, père de la philosophe Chantal Delsol, épouse de Charles Million. Sa vocation affichée est la reconstruction d'une droite authentiquement libérale-conservatrice. On trouve, entre autres, dans son équipe d'animation, Jérôme Besnard, élu de Mont-Saint-Aignan, près de Rouen, et conseiller national du parti Les Républicains, coordinateur de la campagne de François Fillon pour la Normandie en vue de la primaire de la droite et du centre.

On pourrait allonger la liste de ces passerelles – la plupart dressées dans les alentours des courants conservateurs catholiques – où se croisent et s'entrecroisent personnalités de droite et d'extrême droite : l'*Institut Thomas More* ; *Conseil de Famille et Liberté* dont Christian Vanneste, le président d'honneur, est un ancien parlementaire de l'UMP jadis proche de Balladur et de Sarkozy, aujourd'hui soutien de Fillon ou encore *Radio Courtoisie* dont le président, Henry de Lesquen, condamné en janvier de cette année par le tribunal correctionnel de Paris à 16 000 euros d'amende pour « *provocation à la haine et contestation de crime contre l'humanité* », appelle à soutenir

François Fillon contre « *l'oligarchie cosmopolite* » et pour « *barrer la route à Macron* ».

Si inquiétant que soit l'arbre Le Pen et l'ombre qu'il projette sur la France, il ne devrait pas cacher la forêt où rôdent en bandes, d'autres loups gris. ■ **BF**



LES BANDERISTES UKRAINIENS ET L'UNIVERSITÉ FRANÇAISE : UNE HISTOIRE PLUS VIEILLE QU'IL NE SEMBLE

par ANNIE LACROIX-RIZ*

« *L'indépendance de l'Ukraine* » – en bon français, la séparation d'avec la Russie en vue du contrôle de cette caverne d'Ali Baba européenne par une ou plusieurs grandes puissances non russes – constitue un objectif remontant aux débuts mêmes de l'ère impérialiste.

Parmi les candidats à la relève, deux alliés et rivaux se sont imposés :

1° l'Allemagne qui, en quête d'espace vital, a soutenu dès avant 1914 « l'autonomisme ukrainien », avec l'appui jamais démenti du Vatican, muni de l'efficace machine de guerre uniate ;

2° les États-Unis, qui l'ont, depuis les années 1930, régulièrement accompagnée.

Ancienne mais toujours inconnue en France, cette ambitieuse entreprise s'est intensifiée aux États-Unis depuis l'ère Reagan [1], et plus encore après la chute de l'URSS, avec la phase des « révolutions oranges » : l'épisode Maïdan de 2014 et ses suites, décrits, au grand dam des médias dominants français, par le journaliste Paul Moreira [2], ont promu les forces banderistes-nazies, dont Washington avait sauvé en 1945 puis utilisé sans répit les chefs, Stepan Bandera et Mikola Lebed, et leurs successeurs, en vue d'une désintégration de l'URSS.

Cette offensive politique a généré une énorme opération de propagande internationale sous l'égide des États-Unis et de l'Union européenne, sur le thème de la « famine génocidaire en Ukraine » de 1933, dite « Holodomor » (ne manquez pas la recherche Internet, entamée actuellement par « Holodomor 7 millions de chrétiens exterminés par les juifs »). L'offensive ne s'est pas bornée au terrain de masse de la presse écrite et audiovisuelle. Des groupes « ukrainiens », dont l'association « Ukraine 33 », hébergée à sa fondation par l'archevêché de Lyon, et avec Mgr Decourtray pour président d'honneur, s'agitèrent en France dès le début des années 2000. Du côté séduisant, « Ukraine 33 » s'efforçait de conquérir les associations juives et « humanitaires » pour célébrer en commun, via des colloques, les « génocides des Juifs et des Ukrainiens ». Parce que j'avais envoyé en 2004 via Internet, dans le cadre d'un cours de concours, un dossier d'archives diplomatiques démontrant l'absurdité de la thèse « génocidaire », Ukraine 33 déploya d'intenses efforts médiatiques et politiques (jusqu'auprès du président de la République Jacques Chirac) pour me faire exclure de l'université comme « négationniste ».

Du côté moins séduisant, le groupe toujours officiellement voué à la commémoration de l'« Holodomor » [4] est très lié au Congrès ukrainien mondial, sis à Washington et présidé jusqu'en 2008 par Askold Lozynskyj, toujours [5], dont le New-York Times avait publié ce courrier du 18 juillet 2002 : « *Quand les Soviétiques furent contraints à la retraite devant l'invasion des nazis en juin 1941, ils massacrèrent leurs prisonniers [...] d'Ukraine occidentale arrêtés et internés par dizaines de milliers en 1939 [...]. Ce fut accompli avec l'aide des communistes*

locaux, surtout ethniquement juifs. Ce massacre ne constituait malheureusement pas une aberration des œuvres soviétiques en Ukraine. En 1932-33 en Ukraine



Levez vous au combat contre le bolchevisme dans les rangs de la Division de Galicie

orientale, les Soviétiques avaient déjà assassiné environ 7 millions d'hommes, de femmes et d'enfants ukrainiens au moyen d'un génocide stratégiquement planifié de famine artificielle. L'homme choisi par Joseph Staline pour perpétrer ce crime était un juif, Lazare Kaganovitch. Le célèbre historien britannique Norman Davies a conclu qu'aucune nation n'avait eu autant de morts que l'ukrainienne. Ce qui fut dans une large mesure le résultat des œuvres à la fois des communistes et des nazis. Les Russes et les Allemands étaient des barbares. Mais les juifs étaient les pires. Ils trahirent leurs voisins et le firent avec tant de zèle ! »

Les succès remportés par l'opération conjointe de séduction et de châtiement poussèrent les banderistes à l'imprudence : fin mai 2006, à l'Arc de Triomphe, ils rendirent hommage officiel à Petlioura sous la protection des forces de police. La LICRA, qui se rappelait que l'exécution du pogromiste Petlioura par le juif ukraïno-bessarabien Schwartzbard, en 1926, était à l'origine de sa création, protesta vivement, bien que son président appartint au même parti que les gouvernants français, dont le ministre de l'Intérieur Sarkozy.

L'offensive sembla bloquée, mais la conjoncture « ukrainienne » l'a relancée considérablement. Sa puissance vient de se manifester par l'organisation du 8 au 11 mars d'un colloque à couverture universitaire : « La Shoah en Ukraine. Nouvelles perspectives sur les malheurs du 20^e siècle », sous l'égide des publicistes, notoires pour leurs écrits russophobes, Philippe de Lara et Galia Ackermann. Ces solides défenseurs de l'Ukraine de

Maïdan ont entraîné dans l'opération l'Inalco, Paris 2 et la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, associée à son financement. L'opération, promue par Libération [6], quotidien auquel la russophobie tient lieu de ligne de politique extérieure, a été tuteurée par l'ambassade d'Ukraine. Celle-ci a fourni, outre la masse de l'assistance fort excitée, les intervenants ukrainiens, dont Volodymyr Vyatrovych, singulier « historien » bandériste connu de longue date [7]. Celui-ci, au cours d'une intervention dont une vidéo va sans doute être mise en circulation, y a notamment déclaré, entre autres énormités, et sans que les chercheurs français prissent l'initiative de quitter la salle : « nous, Ukrainiens et juifs, nous avons de quoi avoir honte pour nos ancêtres », les uns et les autres ayant également procédé à des massacres.

Les mises en garde d'universitaires étrangers n'avaient pas manqué contre de tels partenaires, ce dont témoignent les articles des 10 et 13 mars du site « les-crisis » [8]. Une des participantes de la session, Delphine Bechtel, germaniste civilisation-

tout une protestation officielle qui mettrait les Ukrainiens invités et leur relais politiques et de presse en mesure « de dire que [les universitaires français participants sont] un ramassis de bolchéviques. »

J'ignore comment les participants français pourront justifier en termes académiques leur présence à une telle session, effarante, tant par son contenu que par sa conclusion : « après le dernier dîner » dudit colloque, qui avait eu lieu « dans un restaurant de la rue Racine, choisi précisément pour son emplacement, les participants ont été invités à se réunir à l'endroit où Petlioura avait été tué par Schwartzbard en 1926. » Il n'a pas été précisé si des Français étaient présents à cette ultime étape des festivités.

La situation est d'autant plus grave qu'une nouvelle étape du mensonge historique assorti du badigeonnage des banderistes se prépare, plus grave encore car sous la seule bannière universitaire : le Mémorial de Caen vient d'annoncer qu'il organisera, les 22-24 novembre 2017, un colloque sur la « mémoire des génocides », d'où « l'histoire » avérée des génocides sera strictement bannie, et où « [les] famines programmées et [les] grandes purges de la Russie soviétique des années 1930 » voisineront, entre autres, avec l'« extermination des Juifs et des Tziganes par l'Allemagne nazie et [la] guerre d'anéantissement à l'Est durant la Seconde Guerre mondiale ». J'en reparlerai. ■

* Annie Lacroix-Riz est professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Université Paris 7

[1] www.historiographie.info/ukr33maj2008.pdf, Tottle Douglas, *Fraud, Famine and Fascism. The Ukrainian Genocide Myth from Hitler to Harvard*, Toronto, Progress Book, 1987, en ligne; mon ouvrage *Le Vatican, l'Europe et le Reich de la Première Guerre mondiale à la Guerre froide (1914-1955)*, Paris, Armand Colin, 2010

[2] www.youtube.com/watch?v=gbJmjiVtqFU

[3] Richard Breitman et Norman Goda, *Hitler's Shadow: Nazi War Criminals, US Intelligence and the Cold War*, National Archives, 2010, www.archives.gov/iwg/reports/hitlers-shadow.pdf, chap. 5 « Collaborators : Allied intelligence and the Organization of Ukrainian Nationalists », p. 73-97 et vimeo.com/151994776 (« La campagne internationale sur "La famine en Ukraine", de 1933 à nos jours », 14 janvier 2016)

[4] ukraine33.free.fr/web/rubrique.php3?id_rubrique=54

[5] www.ukrweekly.com/uwvp/author/askold-s-lozynskyj/

[6] comite-ukraine.blogs.liberation.fr/2017/02/23/un-nouveau-regard-sur-la-shoah-en-ukraine/

[7] en.wikipedia.org/wiki/Volodymyr_Viatrovych

[8] www.les-crisis.fr/une-histoire-faussee-ne-cree-pas-damis-par-andreas-umland/ – www.les-crisis.fr/un-revisionniste-ukrainien-a-la-sorbonne-ce-week-end-action/ – www.les-crisis.fr/volodymyr-viatrovich-l-historien-qui-blanchit-le-passe-historique-de-l-ukraine-par-josh-cohen/

[9] www.les-crisis.fr/mensonges-et-legitimation-dans-la-construction-nationale-en-ukraine-2005-2010-par-delphine-bechtel



Pogrom de juillet 1941 à Lviv (ex Lwów)

niste de Paris 4 [9], attirée dans ce piège, avait cru pouvoir « contrer » cette prévisible tempête bandériste. Elle a admis, au terme d'un colloque sur lequel on attend information complète, que « tout cela [était] très grave et entach[ait] notre université et nos institutions ». Accablée, elle a projeté un « texte commun » de protestation des universitaires français associés à ce désastre, texte qui n'a, à ma connaissance, pas été rédigé. Le serait-il qu'il ne réglerait pas l'essentiel : une fraction de « l'Université française » spécialiste de la « destruction des juifs d'Europe » a été associée à cette opération bandériste, aux côtés de pro-banderistes français notoires; et elle n'a, à cette date, ni admis s'y être fourvoyée, ni mis en garde contre les périls imminents. Elle redoute plus que